

Arrest

nr. 240 817 van 14 september 2020
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat M. WARLOP
J. Swartenbroucklaan 14
1090 BRUSSEL

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de minister van Sociale Zaken en
Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Syrische nationaliteit te zijn, op 11 april 2020 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie van 13 maart 2020 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten - verzoeker om internationale bescherming.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 17 juli 2020, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 28 augustus 2020.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken S. DE MUYLDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat M. KALIN, die loco advocaat M. WARLOP verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat C. DECORDIER, die verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 13 maart 2020 wordt de verzoekende partij het bevel om het grondgebied te verlaten-verzoeker om internationale bescherming (bijlage 13quinquies) gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

“BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN-VERZOEKER OM INTERNATIONALE BESCHERMING

In uitvoering van artikel 52/3, §1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de heer / mevrouw, die verklaart te heten

naam : A. R. (..)

voornaam : Adel

geboortedatum : (...)1988

geboorteplaats : Damascus

nationaliteit : Syrië (Arabische Rep.)

het bevel gegeven om het grondgebied van België te verlaten, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepasserV25, tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

REDEN VAN DE BESLISSING :

Op 27/09/2019 werd door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een negatieve beslissing inzake het verzoek om internationale bescherming genomen en op 03/02/2020 werd door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het beroep tegen deze beslissing verworpen door de Raad voor vreemdelingenbetwistingen met toepassing van artikel 39/2, §1,1°, van de wet van 15 december 1980.

(1) Betrokkene bevindt zich in het geval van artikel 7, eerste lid, 1° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen : hij verblijft in het Rijk zonder houder te zijn van de bij artikel 2 van deze wet vereiste documenten, inderdaad, betrokkene is niet in het bezit van een geldig paspoort met geldig visum.

In uitvoering van artikel 7, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen 30 (dertig) dagen."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een eerste middel betoogt de verzoekende partij als volgt:

"Premier Moyen de la violation des articles 7, 62, de la loi du 15 décembre 1980, des articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe général de droit selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause, de l'erreur d'appréciation, de l'article 41 de la Charte des Droits Fondamentaux au terme duquel il y a une obligation pour l'administration de motiver ses décisions,

En ce que, la décision attaquée a pour objet d'éloigner Monsieur A. R. (..) du territoire ;

Alors que la décision querellée n'a pas fait l'objet d'une motivation en fait et en droit individualisée ; la partie adverse n'a pas valablement motivé l'acte attaqué puisqu'elle n'a nullement tenu compte de tous les éléments de la cause ;

En effet, l'ordre de quitter le territoire a été délivré au requérant sur base de l'article 7, al.1er, 1 de la loi du 15 décembre 1980.

A aucun moment avant la délivrance de cet ordre de quitter le territoire, Monsieur A. R. (..) n'a pu faire valoir sa situation spécifique ;

Cet ordre de quitter le territoire a été pris le 13 mars soit le lendemain du jour où des mesures gouvernementales ont été prises en vue de limiter la propagation du virus.

La décision querellée ne comporte aucune indication à ce titre.

La partie adverse ne procède pas à un examen attentif et sérieux de la situation ni ne réalise de mise en balance des intérêts en présence. Délivrer un ordre de quitter le territoire au requérant alors que les frontières sont fermées, alors que toute l'Europe est soumise à des mesures strictes de confinement et qu'il est demandé d'éviter les déplacements non urgents est totalement insensé.

Il s'avère dès lors que la décision querellée a été rendue sans tenir compte de l'ensemble des éléments propres à la situation et n'est dès lors pas adéquatement motivée.

La partie adverse a commis une erreur d'appréciation en rendant une décision enjoignant à Monsieur A. R. (..) de quitter le territoire en négligeant de prendre en considération la situation sanitaire du pays.

D'ailleurs, le CIRE laissant apparaître sur son site le 31 mars dernier ce qui suit :

Suspension des transferts vers les places ouvertes de retour et les places Dublin

Fedasil a pris la décision de "suspendre toutes les désignations en places dites 'Dublin', ainsi que les désignations en places ouvertes de retour, et ce jusqu'à nouvel ordre"

Eu égard à ce qui précède, la décision querellée doit être annulée.

L'exigence de motivation d'une décision est destinée à ce que l'intéressé ait parfaitement connaissance des raisons qui la justifient : Selon l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, « ta motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate. »

Par motivation adéquate, il y a lieu d'entendre « toute motivation qui fonde raisonnablement la décision concernée » ce qui implique que la motivation doit être fondée sur des faits réels et qu'un rapport raisonnable entre la mesure et le but visé doit pouvoir s'en déduire.

La partie adverse est tenue à une obligation de motivation formelle, en application des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, ce qu'elle n'a pas respecté en l'espèce.

Le contrôle juridictionnel de la motivation d'un acte qui doit être motivé en la forme ne porte pas seulement sur l'existence d'une motivation : La motivation doit être adéquate et le contrôle s'étend à cette adéquation, c'est-à-dire à l'exactitude, l'admissibilité et la pertinence des motifs (CE, arrêt n° 105.385 du 5 avril 2002 ; dans le même sens : CE, arrêts n° 187 791 du 6 novembre 2008, n° 156 997 du 28 mars 2006 et 111 741 du 8 octobre 2002). Le terme « adéquat » figurant à l'article 3 de la loi du 29/07/1991 implique que la motivation en droit et en fait soit proportionnée à la portée de la décision prise (CCE, 29/01/2015, n°137517) et le caractère adéquat d'une motivation formelle doit s'apprécier au regard de l'ensemble des circonstances de la cause présentes au dossier administratif.

Par motivation adéquate, il y a lieu d'entendre « toute motivation qui fonde raisonnablement la décision concernée » ce qui implique que la motivation doit être fondée sur des faits réels et qu'un rapport raisonnable entre la mesure et le but visé doit pouvoir s'en déduire.

Or, en l'espèce, la décision querellée ne se fonde pas sur la situation réelle de la partie requérante.

Il ressort de Votre jurisprudence constante que « Or, le Conseil d'Etat a déjà rappelé (arrêt n° 115.571 du 10 février 2003) que, pour satisfaire à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, une décision doit faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur de manière à permettre aux intéressés de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle. El n'est manifestement pas le cas en l'espèce. » (CCE, n° 9105 du 21 mars 2008, RDE, 2008, 62)

La partie adverse n'ayant nullement examiné l'ensemble des circonstances particulières de Monsieur A. R. (...).

Le principe de bonne administration impose à toute administration normalement soucieuse d'agir et, en particulier d'exercer son pouvoir d'appréciation, comme le ferait une administration normalement diligente, raisonnable et veillant au principe de légalité. Le principe de bonne administration implique que l'autorité procède à un examen sérieux du dossier. Le « principe de bonne administration de la préparation avec soin des décisions administratives » ne constitue pas une règle de droit, une décision en tous points légale ne pouvant être annulée au motif que son élaboration aurait été bâclée. Le manque de soin dans la préparation d'une décision est seulement de nature à engendrer des illégalités, qui, elles, pourraient justifier l'annulation d'une décision.

Ainsi le Conseil d'Etat a déjà jugé que :

« Le principe de bonne administration exclut l'erreur manifeste d'appréciation et implique l'obligation de motivation matérielle de tout acte administratif, l'interdiction de l'arbitraire et la nécessité de faire reposer toute décision sur des motifs exacts, pertinents et admissibles » (C.E., arrêt n° 183464, 27 mai 2008)

Ou encore que :

« Le principe de bonne administration commande à l'autorité de procéder à un examen individuel des cas qui lui sont soumis » (CE, arrêt n° 85826, 3 mars 2000)

« Le devoir de minutie, qui ressortit aux principes généraux de bonne administration, oblige l'autorité à procéder à une recherche minutieuse des faits, à récolter les renseignements nécessaires à la prise de décision et à prendre en considération tous les éléments du dossier, afin qu'elle puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause et après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce. » (CE, arrêt n° 192484, 21 avril 2009)

En l'espèce, il y a un défaut de minutie manifeste.

Les principes de bonne administration et de motivation formelle des actes administratifs exigent que les actes administratifs unilatéraux reposent sur des motifs - de droit et de fait - qui soient exacts, pertinents et admissibles en droit ; les motifs de droit et de fait doivent démontrer que la décision n'est pas le fruit d'une erreur manifeste d'appréciation. (J. Jaumotte, Les principes généraux du droit administratif à travers la jurisprudence administrative, in Le Conseil d'Etat de Belgique cinquante ans après sa création, p.636 à 638)

Le but de la motivation est de permettre au destinataire de l'acte de comprendre les raisons qui ont déterminé la décision : grâce à la motivation, l'administré doit être en mesure d'estimer en connaissance de cause s'il s'indique de contester cet acte en introduisant les recours organisés par la loi. (CE, Arrêt Chairi, n°99.353 du 2 octobre 2011 ; CE, Baras, n°81.697 du 6 juillet 1999)

Le principe de bonne administration, inscrit à l'article 41 de la Charte des Droits Fondamentaux, est un principe général de droit administratif qui s'impose à l'administration dans ses rapports avec tout administré, indépendamment de la légalité de séjour de ce dernier, (arrêt M.M contre Irlande (C-277/11))

En l'espèce, la partie adverse n'a pas fait preuve de bonne administration car n'a pas pris en considération l'ensemble des éléments propres à Monsieur A. R. (...) et n'a pas adéquatement motivé sa décision.

L'autorité n'a pas porté une appréciation éclairée, objective et complète et n'a pas tenu compte de l'ensemble des éléments pertinents du dossier.

Partant, la motivation est insuffisante, l'appréciation est erronée et, par conséquent, la décision querellée doit être annulée."

2.2. In de bestreden beslissing wordt gewezen op artikel 7, eerste lid, 1° van de vreemdelingenwet en wordt vastgesteld dat verzoekende partij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 van de vreemdelingenwet vereiste documenten, meer bepaald is zij niet in bezit van een geldig paspoort met geldig visum. De Raad stelt bijgevolg vast dat de motieven van de in hoofde van verzoekende partij genomen bestreden beslissing op eenvoudige wijze in die beslissing kunnen worden gelezen zodat verzoekende partij er kennis van heeft kunnen nemen en heeft kunnen nagaan of het zin heeft deze beslissing aan te vechten met de beroepsmogelijkheden waarover zij in rechte beschikt. Daarmee is aan de voornaamste doelstelling van de formele motiveringsplicht zoals deze voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen voldaan (RvS 5 februari 2007, nr. 167.477; RvS 31 oktober 2006, nr. 164.298).

2.3. Waar de verzoekende partij inhoudelijke argumenten ontwikkelt tegen de bestreden beslissing, voert zij in wezen de schending aan van de materiële motiveringsplicht, zodat dit onderdeel van het middel vanuit dit oogpunt wordt onderzocht. Bij de beoordeling van de materiële motivering behoort het niet tot de bevoegdheid van de Raad zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. De Raad is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht enkel bevoegd na te gaan of deze overheid bij de beoordeling is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld en of zij op grond daarvan niet in onredelijkheid tot haar besluit is kunnen komen.

2.4. Het zorgvuldigheidsbeginsel legt aan het bestuur de verplichting op haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoelen op een correcte feitenvinding.

2.5. Artikel 7, eerste lid, 1° van de vreemdelingenwet op grond waarvan de bestreden beslissing werd getroffen, luidt:

"Onverminderd meer voordelige bepalingen vervat in een internationaal verdrag, kan de minister of zijn gemachtigde of, in de in 1°, 2°, 5°, 9°, 11° of 12° bedoelde gevallen, moet de minister of zijn gemachtigde een bevel om het grondgebied binnen een bepaalde termijn te verlaten afgeven aan de vreemdeling die noch gemachtigd noch toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk of om er zich te vestigen :

1° wanneer hij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten; (...)"

Verzoekende partij betwist niet dat zij thans in België verblijft zonder in bezit te zijn van een geldig paspoort voorzien van een geldig visum. Uit het administratief dossier blijkt inderdaad dat verzoekende partij zich zonder in bezit te zijn van de daartoe noodzakelijke documenten ophoudt in België en haar verblijf aldus illegaal is. In dat geval moet de verwerende partij in beginsel overgaan tot het treffen van een terugkeerbesluit zoals in casu de bestreden beslissing.

2.6. Verzoekende partij betoogt dat zij geen kans heeft gehad haar specifieke situatie toe te lichten voor het treffen van de bestreden beslissing. Zij wijst erop dat de bestreden beslissing genomen werd nadat de overheid maatregelen inzake de bestrijding van het COVID-19 virus heeft genomen. In de bestreden beslissing wordt hier echter niks over gezegd. Het is dwaas over te gaan tot de afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten terwijl de grenzen gesloten zijn en alle Europese landen onderworpen zijn aan strikte beperkende maatregelen. Door geen rekening te houden met de sanitaire situatie van het land heeft verwerende partij een beoordelingsfout gemaakt.

2.7. Uit nazicht van het administratief dossier en in tegenstelling tot wat verzoekende partij voorhoudt, blijkt vooreerst dat de verwerende partij wel degelijk de elementen die de zaak van verzoekende partij

kenmerken in overweging heeft genomen. Zo bevindt zich in het administratief dossier een synthesesnota van 13 maart 2020 waaruit het volgende blijkt:

“Hoger belang van het kind: Betrokkene verklaarde geen in België of in een andere Lidstaat verblijvende minderjarige kinderen te hebben.

-Gezins- en familieleden: Betrokkene verklaarde geen in België of in een andere Lidstaat verblijvende gezins- of familieleden te hebben.

-Gezondheidstoestand: Betrokkene verklaarde buikpijn te hebben, maar legde geen medische attesten neer, noch bevat het dossier een aanvraag 9ter.”

Bijgevolg heeft de verwerende partij wel degelijk de feitelijke elementen die de zaak van verzoekende partij kenmerken in overweging genomen.

Verder wijst de verzoekende partij wel op de beperkende maatregelen die de overheid naar aanleiding van de bestrijding van de COVID-19 pandemie heeft genomen daags voor het treffen van de bestreden beslissing, maar verzoekende partij maakt niet aannemelijk dat op dat moment al een verbod op reizen bestond. Uit het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken blijkt immers geenszins dat er op dat moment al een verbod was op reizen. Dat na het treffen van de bestreden beslissing de grenzen gesloten werden doet aan voorgaande geen afbreuk. Verzoekende partij maakt aldus niet aannemelijk dat de verwerende partij een beoordelingsfout heeft gemaakt.

Daarnaast moet er ook op worden gewezen dat – wat betreft het verbod op niet-essentiële reizen dat in België is ingegaan bij ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken – verzoekende partij niet aannemelijk maakt dat een terugkeer naar Griekenland alwaar zij een verblijfsvergunning heeft beschouwd wordt als een niet-essentiële reis en derhalve verboden is. Immers blijkt uit de Mededeling van de Commissie aan het Europees Parlement, de Europese Raad en de Raad: COVID-19: Tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU (COM (2020) 115, 16 maart 2020) dat:

“De onderdanen van alle EU-lidstaten en geassocieerde Schengenlanden moeten van de tijdelijke reisbeperking worden vrijgesteld, zodat zij naar huis kunnen terugkeren. Deze vrijstelling dient te gelden voor:

- alle burgers van de EU+ en van de geassocieerde Schengenlanden, en hun familieleden;*
- onderdanen van derde landen die langdurig ingezetene zijn op grond van de richtlijn langdurig ingezetenen en personen die hun verblijfsrecht aan andere EU-richtlijnen of aan het nationale recht ontleen of over een nationaal visum voor verblijf van langere duur beschikken.”*

De Raad wijst er daarnaast ook op dat ondertussen het ministerieel besluit van 5 juni 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken als volgt stelt:

“Art. 8. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wordt vervangen als volgt :

“Niet essentiële reizen vanuit en naar België zijn verboden.

In afwijking van het eerste lid en onverminderd artikel 5bis :

— is het toegelaten om familieleden die wonen in buurlanden te bezoeken, evenals om te winkelen in een buurland;

— is het vanaf 15 juni 2020 toegelaten om te reizen naar alle landen van de Europese Unie, van de Schengenzone en naar het Verenigd Koninkrijk, en om vanuit deze landen naar België te reizen;

— is het vanaf 1 juli 2020 toegelaten om zomerkampen te organiseren tot maximum 150 kilometer van de Belgische grenzen.”

Verzoekende partij heeft hoe dan ook geen belang meer bij haar betoog nu niet blijkt dat zij omwille van de COVID-19 pandemie verhindert is terug te keren naar Griekenland. Evenmin maakt zij aannemelijk dat de situatie in Griekenland dermate is dat een terugkeer naar daar omwille van de COVID-19 pandemie haar schade zal berokkenen.

De Raad wijst er voorts op dat luidens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie een schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het hoorrecht, naar Unierecht pas tot nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer

deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, M.G. e.a., § 38, met verwijzing naar de arresten van 14 februari 1990, Frankrijk/Commissie, C 301/87, Jurispr. blz. I 307, § 31; 5 oktober 2000, Duitsland/Commissie, C 288/96, Jurispr. blz. I 8237, § 101; 1 oktober 2009, Foshan Shunde Yongjian Housewares & Hardware/Raad, C 141/08 P, Jurispr. blz. I 9147, § 94, en 6 september 2012, Storck/BHIM, C 96/11 P, § 80). Om een dergelijke onregelmatigheid te constateren, dient de Raad aan de hand van de specifieke feitelijke en juridische omstandigheden van het geval na te gaan of er sprake is van een onregelmatigheid die het hoorrecht op zodanige wijze aantast dat de besluitvorming in kwestie een andere afloop had kunnen hebben, met name omdat verzoekende partij specifieke omstandigheden had kunnen aanvoeren die na een individueel onderzoek het al dan niet afgeven van een bevel om het grondgebied te verlaten hadden kunnen beïnvloeden (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, M.G. e.a., § 40).

Zoals uit de bespreking hoger blijkt maakt verzoekende partij met haar betoog niet aannemelijk dat – indien zij was gehoord geweest – zij elementen had kunnen aanbrengen die de besluitvorming hadden kunnen beïnvloeden.

2.8. Een schending van één van de door de verzoekende partij opgeworpen bepalingen of beginselen blijkt niet. Het eerste middel is ongegrond.

2.9. In een tweede middel betoogt de verzoekende partij als volgt :

“Deuxième Moyen pris de la violation de l'article 3 de la CEDH

En ce que la partie adverse ne prend pas en considération tous les éléments spécifiques à la situation de Monsieur A. R. (...).

La partie adverse n'en a nullement tenu compte avant de rendre la décision litigieuse et n'a donc nullement procédé à une mise en balance des intérêts en présence.

Il convient de souligner que la Cour européenne des droits de l'homme considère l'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants, c'est-à-dire le droit à l'intégrité physique et psychologique, comme « l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques qui forment le Conseil de l'Europe »\ De plus, étant repris dans des instruments conventionnels de protection universels comme régionaux, le droit de ne pas subir des traitements contraires à la dignité de l'homme constitue un attribut inaliénable de la personne. Il s'agit d'une des rares normes impératives du droit international des droits de l'homme.

Or, la partie adverse n'a nullement fait apparaître dans sa motivation qu'elle aurait eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte aux droits fondamentaux de Monsieur A. R. (...) dans le respect de son intégrité physique et psychologique.

Lui délivrer un ordre de quitter le territoire en pareille circonstance n'est nullement raisonnable.

La partie adverse n'a nullement procédé à un examen attentif et sérieux de la situation ni n'a réalisé de mise en balance des intérêts en présence.

Par conséquent, la décision querellée doit être annulée.”

2.10. Verzoekende partij betoogt dat artikel 3 van het EVRM geschonden is omdat geen rekening werd gehouden met haar fysieke en psychische integriteit. Zoals evenwel blijkt uit de bespreking van het eerste middel heeft de verwerende partij voor het treffen van de bestreden beslissing vastgesteld dat verzoekende partij slechts verklaarde buikpijn te hebben en dat zij verder geen medische attesten heeft voorgelegd noch heeft zij een aanvraag op grond van artikel 9ter van de vreemdelingenwet ingediend. Gelet op deze vaststellingen is het geenszins kennelijk onredelijk dat de verwerende partij oordeelt dat er geen medische elementen zijn in hoofd van verzoekende partij die een terugkeer naar Griekenland in de weg staan. Voor zover verzoekende partij met haar betoog nog zou verwijzen naar de COVID-19 pandemie toont zij geenszins in concreto aan dat de gezondheidsproblematiek in Griekenland die gelieerd is aan de uitbraak van de coronapandemie van die aard is dat verzoekende partij er dreigt te worden onderworpen aan onmenselijke of vernederende behandelingen. Verzoekende partij toont niet aan dat zij bij terugkeer een behandeling strijdig met artikel 3 van het EVRM moet vrezen.

2.11. Het tweede middel is ongegrond.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegronnd middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen. Er dient derhalve geen uitspraak gedaan te worden over de exceptie van onontvankelijkheid van de vordering tot schorsing, opgeworpen door de verwerende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op veertien september tweeduizend twintig door:

mevr. S. DE MUYLDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

S. DE MUYLDER